

Justice pour Sakine, Rojbîn et Leyla, militantes kurdes exécutées à Paris le 9 janvier 2013

Appel à manifester samedi 12 janvier 2019

Paris Gare du Nord, 10h30

Mercredi 9 janvier 2013, les militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan (Rojbîn) et Leyla Saylemez étaient froidement exécutées d'une balle dans la tête, dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, situés au 147 rue La Fayette, à Paris.

De nombreux indices révélés par l'enquête font apparaître que le meurtrier présumé, Ömer Güney, arrêté quelques jours après les meurtres, avait agi pour le compte des services secrets turcs (MIT), comme le confirme le réquisitoire du Procureur de la République dans cette affaire : « *de nombreux éléments de la procédure permettent de suspecter l'implication du MIT dans l'instigation et la préparation des assassinats.* »

Cependant, la mort, le 17 décembre 2016, de l'assassin présumé nous a privés du procès qui devait commencer le 23 janvier 2017, devant la Cour d'assises. Pourtant, ce procès aurait pu avoir lieu bien avant si la justice française avait été plus diligente, étant donné le grave état de santé de Güney, connu dès son arrestation. En différant la tenue de ce procès, la France a manqué une occasion cruciale de juger, enfin, un crime politique commis sur son territoire ! Depuis les années 60, pas moins de 43 assassinats politiques ont été commis sur le sol français. À ce jour, ils sont tous impunis !

Les promesses faites, au lendemain des assassinats, par le Ministre de l'intérieur de l'époque Manuel Valls, ont très vite été jetées aux oubliettes : les autorités politiques françaises n'ont jamais cherché à faire la lumière sur ce triple assassinat. Toujours soucieuses de préserver leurs relations avec la Turquie, elles n'ont même pas eu la décence de recevoir les familles des victimes, ni les représentants de la communauté kurde.

La France ne se contente pas de fermer les yeux sur un crime d'Etat : à plusieurs reprises, Emmanuel macron a rencontré le Président turc Recep Tayyip Erdogan, allant même jusqu'à dérouler le tapis rouge devant celui qui est reconnu comme un dictateur notoire. Lors de ces rencontres, Macron, tout comme son prédécesseur Hollande, s'est bien gardé d'évoquer le sujet fâcheux du triple assassinat : il faut dire que les intérêts politiques et économiques de la France sont bien supérieurs à la justice. Ou, devrait-on dire, la justice est mise au service de ces intérêts, car chaque visite d'Erdogan en France se solde par des arrestations de militants kurdes réfugiés en France.

A l'issue d'une session « sur la Turquie et le peuple kurde », tenue à Paris les 15 et 16 mars 2018, le Tribunal Permanent des Peuples (TPP), juridiction internationale indépendante des États, a reconnu la responsabilité directe de l'État turc dans le meurtre des trois militantes kurdes. Pour cela, le TPP s'est fondé notamment sur des révélations récentes de deux agents du MIT capturés par le PKK, qui affirmaient que l'exécution des trois femmes avait été planifiée par de hauts responsables du MIT.

En mars 2018, les familles des trois militantes kurdes ont déposé une nouvelle plainte, demandant la saisie d'un juge d'instruction pour poursuivre l'enquête, eu égard notamment aux révélations des agents du MIT. Il est à espérer que la justice française aura, cette fois-ci, le courage d'identifier et condamner les commanditaires de ces assassinats politiques.

La mort du meurtrier présumé n'entame en rien notre détermination à lutter pour la vérité et la justice ! Le ou l'un des exécutants est mort, mais les commanditaires sont toujours vivants et libres ! Ils sont au pouvoir en Turquie ! 6 ans après, le silence des autorités françaises est plus assourdissant que jamais. Nous exigeons d'elles toute la lumière sur ces assassinats et, enfin, la justice !

PARIS, CAPITALE DE L'IMPUNITÉ !

JUSTICE POUR LES TROIS FEMMES EXÉCUTÉES !

Premiers signataires : Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), Mouvement des Femmes kurdes en France, Union des Etudiant.e.s kurdes de France (UEKF), France-Kurdistan, Parti communiste français (PCF), Parti de Gauche (PG), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Alternative libertaire, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Union syndicale Solidaires, SOS Racisme, La Maison du Tamil Eelam, Collectif des Amazighs en France, Secrétariat International de la CNT